



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Date de convocation du C.C. : mardi 13 février 2024

Nombre de conseillers en exercice : 70

Vote(s) pour : 52

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

L'An deux mille vingt-quatre, le dix-neuf février à dix-neuf heures, le Conseil communautaire légalement convoqué par Monsieur Alexandre RASSAERT, Président, s'est réuni à la Salle Multimédia (3 rue Maison de Vatimesnil) à ETREPAGNY en séance publique.

Etaient présents :

RASSAERT Alexandre, BLOUIN James, CAILLIET Frédéric, HUIN Elise, LAINE Nicolas, LEFEVRE Annie, CAPRON Franck, ARVIN-BEROD Chantal, DELON Gilles, CORNU Monique, PINEL Didier, LETIERCE François, LANGLET Christian, ROGER Valérie, TOURNEREAU Eric, LOOBUYCK Béatrice, DUPILLE Denise, BAUSMAYER Laurent, VOELTZEL Guillaume, PUECH D'ALISSAC Anne, HYEST Emmanuel, CERQUEIRA José, VIVIER Chrystel, GIMENEZ Eugène, CARON Elise, LUSSIER Gilles, LEMERCIER-MULLER Virginie, BARTHOMEUF Nathalie, DELATOUR Francis, MERCIER Patrick, LEPILLER Catherine, DUVAL France, BOUCHE Jean-Jacques, MULLER Frédéric, LAINE Laurent, DUBOS Ludovic, FONDRILLE Jean-Pierre, DUBOS Roland, SEIGNE Christophe, DUBRET Céline, PATRELLE Rémi, BRUNEAU Dominique, CUVELIER Thierry

Etaient absents avec pouvoirs :

BRUNET Anthony donne procuration à ROGER Valérie, CAILLAUD Nathalie donne procuration à LEFEVRE Annie, VATEBLED Virginie donne procuration à RASSAERT Alexandre, BEZARD Valérie donne procuration à ARVIN-BEROD Chantal, PARTOUT Fabienne donne procuration à LEMERCIER-MULLER Virginie, MOERMAN Eric donne procuration à CARON Elise, WOKAM TCHUNKAM Colette donne procuration à CAPRON Franck, D'ASTORG Jean donne procuration à DUVAL France, VREL Jérôme donne procuration à LETIERCE François

Etaient excusés :

THEBAULT Nathalie, GLEZGO Hervé, LE NAOUR Fabrice, CLAUIN Guy, DUCELLIER Alexandra, DHOEDT Jim, FESSART Emmanuel, BENET Harrison, CHAMPAGNE Jean-Marie, AUGER Anthony, CHASME Agnès, GAILLARD Paul, LOUISE Alexis, GRIFFON Christophe, VILLETTE Frédéric, LECONTE Carole, BOUDIN Nathalie, FLAMBARD Alain, DUPUY Michel, GIROD Philippe, BORDIN Laura

Monsieur Gilles LUSSIER, Conseiller Titulaire, est nommé secrétaire de séance,

**DELIBERATION N° 2024001
FINANCES – RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024**

Vu l'article 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit que dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget en nomenclature M14, et dans un délai de 10 semaines maximum pour les budgets en nomenclature M57, un débat ait lieu au Conseil sur les orientations budgétaires ;

Vu l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi Notre, qui précise que ce débat doit être « *un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette (...). Dans les collectivités de plus de 10.000 habitants, le rapport comporte en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs, et notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique* » ;

Considérant que ce débat constitue un élément majeur de la procédure budgétaire. Il fixe les grandes lignes conductrices pour l'exercice à venir en se fondant sur les projets et le contexte général. Il est l'occasion de s'interroger sur les moyens qu'il sera possible de mobiliser non seulement pour l'exercice 2024 mais aussi pour les années futures ;

Afin de donner véritablement lieu à débat, les orientations budgétaires présentées ci-après mettent en évidence les principaux projets que la Communauté de communes souhaite mettre en œuvre pour l'année 2024 et pour les années suivantes (**Partie IV**).

Mais auparavant, il est essentiel de rappeler le contexte dans lequel s'inscrivent les budgets des collectivités au niveau national, et particulièrement les apports de la Loi de Finances 2024 en relation avec les collectivités territoriales (**Partie I**) puis un zoom sur ses critères financiers et budgétaires (**Partie II**) et ses ressources humaines (**Partie III**).

I. Le projet de Loi de Finances 2024 en lien avec la Communauté de communes

Publiée au Journal officiel du 30 décembre, la loi de finances pour 2024 a été amputée de quelques-uns de ses articles, par suite de leur censure par le Conseil constitutionnel. Mais les Sages ont validé l'essentiel de ce texte, dont de nombreuses mesures s'appliquent aux collectivités territoriales.

Les principales mesures concernant la Communauté de communes :

1) Poursuite de la suppression de la CVAE, mais échelonnée jusqu'en 2027

Le gouvernement poursuit son objectif de diminuer les impôts de production. Le projet de loi de finances pour 2023 avait prévu la suppression de la CVAE sur 2 ans 2023 et 2024. L'État a débuté en 2023 le versement d'une compensation par le biais de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), comme pour la réforme fiscale de 2020. Au vu de son évolution, les collectivités bénéficieraient ainsi d'une ressource dynamique, à l'inverse des compensations sous forme de dotation. La période prise en compte pour le calcul de la compensation du produit de CVAE s'établit, à date, aux années 2020 à 2023, correspondant aux valeurs ajoutées constatées entre 2019 et 2022.

Si la finalité reste la même, le PLF 2024 prévoit cependant un étalement jusqu'en 2027 pour la suppression de la deuxième moitié de la CVAE (0,28% en 2024, 0,19% en 2025, 0,09% en 2026 et 0% en 2027).

2) Les dispositifs en matière d'énergie

La loi met en œuvre la sortie progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique en faveur des ménages, des entreprises et des collectivités locales. En vigueur depuis 2022, le bouclier tarifaire pour l'électricité est maintenu pour les plus petites collectivités. Pour les EPCI, elles pourront bénéficier de l'amortisseur électricité sous certaines conditions liées à leurs contrats avec les fournisseurs d'énergie.

Pour financer en partie ces mesures, la taxe sur les profits exceptionnels des producteurs d'électricité est prolongée d'un an mais modifiée. Le prélèvement de l'État est limité à 50% de la rente des énergéticiens, contre 90% en 2023.



Par contre le « *filet de sécurité* » mis en place en 2023 et destiné à compenser partiellement l'augmentation des dépenses des collectivités territoriales dues à la hausse des dépenses d'énergie n'est pas reconduit en 2024. Cette recette exceptionnelle avait permis à la Communauté de communes de percevoir la somme de 287 710 € en 2023.

3) 320 millions d'euros d'augmentation pour la DGF

Cette hausse de 320 millions d'euros de la DGF sera répartie entre la dotation de solidarité urbaine (DSU, 140 millions d'euros), la dotation de solidarité rurale (DSR, 150 millions d'euros) et la dotation d'intercommunalité (30 millions d'euros). Un nouveau pacte de stabilité de la DGF des communes nouvelles est prévu. Fin novembre, le chef de l'État a souhaité confier au Comité des finances locales (CFL) le chantier de la réforme de la DGF

4) Création des budgets « verts »

Pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, la loi de finances pour 2024 prévoit que le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités devront comporter un état annexé intitulé *Impact du budget pour la transition écologique*. Cette nouvelle annexe concernera les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France tels que définis par le droit de l'Union européenne. Les modalités d'application de ce dispositif seront précisées par décret.

Autre mesure importante pour le budget de la Communauté de communes, *l'Etat a décidé que la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives serait de 3,9 % pour 2024.*

Le budget 2024 de la Communauté de communes s'inscrit également dans un contexte financier très contraint avec notamment la majeure partie des dépenses d'investissement liés à la construction du pôle culturel.

Les orientations budgétaires pour 2024 ne peuvent s'envisager sans tenir compte des projets déjà engagés et des résultats antérieurs.

II. Les éléments financiers et budgétaires de la Communauté de communes du Vexin Normand

1) L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

| Dépenses réelles de fonctionnement | CA 2017 | | CA 2018 | | CA 2019 | | CA 2020 | | CA 2021 | | CA 2022 | | CA 2023 estimé | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | Montants | % charges | Montants | % charges | Montants | % charges | Montants | % charges | Montants | % charges | Montants | % charges | Montants | % charges |
| Charges à caractère général (chap 011) | 3 848 322,62 | 25,32% | 3 999 351,00 | 24,86% | 3 406 842,32 | 22,72% | 1 705 105,52 | 12,06% | 1 814 895,01 | 12,07% | 2 191 176,18 | 13,44% | 2 407 897,00 | 13,78% |
| Charges de personnel (chap 012) | 3 427 261,00 | 22,55% | 3 178 309,00 | 22,49% | 3 920 696,88 | 26,45% | 3 923 349,22 | 27,75% | 4 207 143,71 | 27,84% | 4 775 416,26 | 29,25% | 4 999 374,00 | 28,62% |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 4 871 540,00 | 32,06% | 1 825 494,00 | 11,35% | 1 889 262,08 | 12,73% | 2 252 560,08 | 15,93% | 1 949 775,54 | 12,90% | 2 125 659,60 | 13,04% | 2 173 988,00 | 12,45% |
| Atténuations de produits (chap 014) | 2 867 254,00 | 18,87% | 6 383 243,00 | 39,69% | 6 115 717,00 | 39,70% | 6 174 135,00 | 43,66% | 7 035 223,46 | 46,55% | 7 085 487,31 | 43,46% | 7 789 448,00 | 44,46% |
| Charges financières (chap 66) | 136 000,00 | 0,90% | 98 934,00 | 0,61% | 90 297,98 | 0,59% | 84 840,02 | 0,60% | 97 883,66 | 0,65% | 100 777,37 | 0,62% | 100 977,00 | 0,58% |
| Charges exceptionnelles (chap 67 1 ^{er} BP déficit Zli) | 45 328,00 | 0,30% | 911,00 | 0,01% | 1 575,14 | 0,01% | 359,00 | 0,00% | 8 912,31 | 0,06% | 23 836,35 | 0,15% | 16 366,00 | 0,09% |
| Total hors chap 042 | 15 196 592 | 100,00% | 16 086 802 | 100,00% | 15 404 300 | 100,00% | 14 140 367 | 100,00% | 15 113 834 | 100,00% | 16 302 355 | 100,00% | 17 468 080 | 100,00% |
| | | | Variation CA2017/CA2018 | 5,82% | Variation CA2018/CA2019 | -4,24% | Variation CA2019/CA2020 | -8,21% | Variation CA2020/CA2021 | 6,88% | Variation CA2021/CA2022 | 7,86% | Variation CA2022/CA2023 | 7,18% |
| Recettes réelles de fonctionnement | Montants | % produits | Montants | % produits | Montants | % produits | Montants | % produits | Montants | % produits | Montants | % produits | Montants | % produits |
| Attributions des charges (chap 013) | 243 102,00 | 1,45% | 265 610,00 | 1,57% | 244 374,14 | 1,45% | 234 796,98 | 1,49% | 251 029,25 | 1,49% | 254 351,81 | 1,48% | 308 419,00 | 1,63% |
| Produits des services (chap 70) | 917 994,00 | 5,46% | 912 572,00 | 5,19% | 990 169,77 | 5,99% | 811 729,97 | 4,94% | 816 088,85 | 4,95% | 955 783,86 | 5,49% | 1 010 952,00 | 5,34% |
| Impôts et taxes (chap 73) | 10 916 248,00 | 64,97% | 11 847 004,00 | 67,41% | 11 938 246,04 | 70,92% | 12 095 630,00 | 76,39% | 12 377 551,65 | 73,64% | 12 763 913,20 | 73,33% | 13 810 390,03 | 72,96% |
| Dotations et subventions (chap 74) | 4 485 542,00 | 26,69% | 4 433 035,00 | 25,22% | 3 591 575,39 | 21,99% | 2 697 480,62 | 17,04% | 3 182 565,95 | 16,94% | 3 138 688,20 | 18,03% | 3 720 803,00 | 19,66% |
| Autres produits de gestion courante (chap 75) | 102 025,00 | 0,61% | 106 946,00 | 0,61% | 122 598,59 | 0,73% | 112 354,33 | 0,71% | 125 117,27 | 0,74% | 133 987,35 | 0,73% | 50 444,00 | 0,23% |
| Produits financiers (chap 76) | - | 0,00% | - | 0,00% | - | 0,00% | - | 0,00% | - | 0,00% | - | 0,00% | - | 0,00% |
| Produits exceptionnels (chap 77) | 138 178,00 | 0,82% | 9 958,00 | 0,06% | 74 812,39 | 0,44% | 22 264,46 | 0,14% | 55 016,59 | 0,33% | 159 189,92 | 0,95% | 29 184,64 | 0,17% |
| Total | 16 803 089 | 100,00% | 17 575 135 | 100,00% | 16 821 770 | 100,00% | 15 834 266 | 100,00% | 16 807 362 | 100,00% | 17 405 794 | 100,00% | 18 929 803 | 100,02% |
| | | | Variation CA2017/CA2018 | 4,58% | Variation CA2018/CA2019 | -4,29% | Variation CA2019/CA2020 | -5,97% | Variation CA2020/CA2021 | 6,19% | Variation CA2021/CA2022 | 3,96% | Variation CA2022/CA2023 | 8,76% |

2) L'état de la dette

Le récapitulatif de la dette de la Communauté de communes est résumé dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

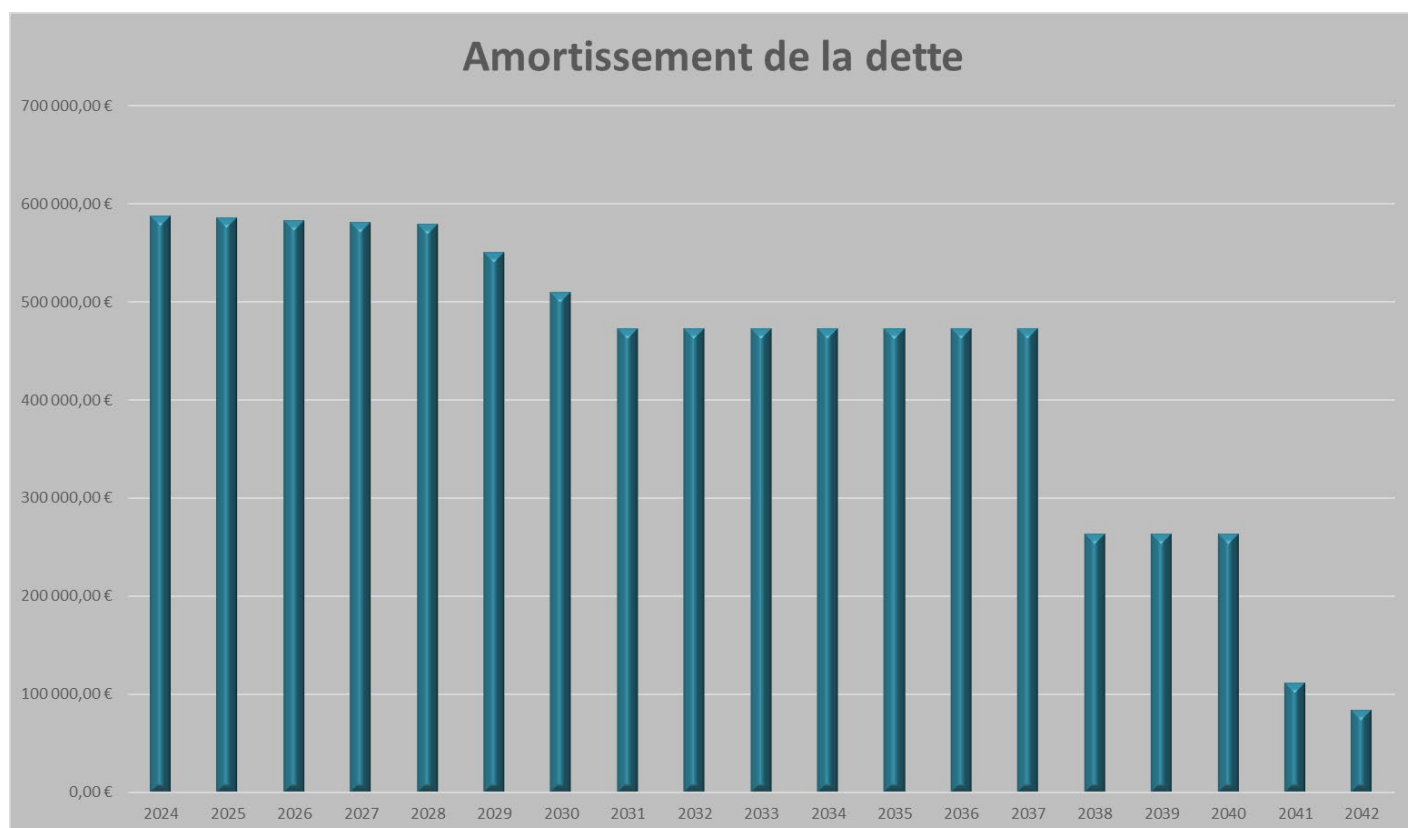
Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le 23/02/2024



ID : 027-200071843-20240219-DEL2024001-DE

| Objet | Aménagement local administratif CCCE | Village artisan | Maison de santé | Investissements 2017/2020 AG | Pôle culturel | Pôle culturel | TOTAL |
|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Banque | Caisse d'épargne | Crédit agricole | Crédit agricole | Caisse d'épargne | Caisse d'épargne | Crédit Agricole | |
| N°emprunt | 4479862 | C08066 | C08066 | 4819227 | | 10001513506 | |
| Capital emprunté | 500 000,00 € | 600 000,00 € | 400 000,00 € | 3 600 000,00 € | 2 800 000,00 € | 2 000 000,00 € | 9 900 000,00 € |
| CRD au 31/12/2023 | 213 380,59 € | 180 000,00 € | 126 666,57 € | 2 459 143,16 € | 2 273 826,22 € | 1 797 054,46 € | 7 050 071,00 € |
| Taux d'intérêts | 1,48% | 3,35% | 2,98% | 1,49% | 0,77% | 1,14% | |
| Durée | 15 ans | 15 ans | 15 ans | 20 ans | 20 ans | 20 ans | |
| Date début | 05/01/2016 | 15/07/2014 | 15/09/2014 | 05/05/2018 | 05/05/2020 | 01/07/2022 | |
| Date fin | 05/10/2030 | 15/04/2029 | 17/09/2029 | 05/05/2037 | 05/05/2040 | 01/07/2042 | |
| Annuités (intérêts et capital) | | | | | | | |
| 2024 | 37 231,52 | 46 961,48 | 31 021,90 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 588 261,37 € |
| 2025 | 37 231,52 | 45 603,81 | 30 181,97 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 586 063,77 € |
| 2026 | 37 231,52 | 44 245,20 | 29 385,65 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 583 908,84 € |
| 2027 | 37 231,52 | 42 886,58 | 28 579,39 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 581 743,96 € |
| 2028 | 37 231,52 | 41 541,93 | 27 777,55 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 579 597,47 € |
| 2029 | 37 231,52 | 20 254,04 | 20 302,24 | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 550 834,27 € |
| 2030 | 37 231,41 | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 510 277,88 € |
| 2031 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2032 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2033 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2034 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2035 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2036 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2037 | | | | 209 478,00 | 151 593,83 | 111 974,64 | 473 046,47 € |
| 2038 | | | | | 151 593,83 | 111 974,64 | 263 568,47 € |
| 2039 | | | | | 151 593,83 | 111 974,64 | 263 568,47 € |
| 2040 | | | | | 151 593,83 | 111 974,64 | 263 568,47 € |
| 2041 | | | | | | 111 974,64 | 111 974,64 € |
| 2042 | | | | | | 83 981,06 | 83 981,06 € |
| Totaux | 260 620,53 € | 241 493,04 € | 167 248,70 € | 2 932 692,00 € | 2 577 095,11 € | 2 099 524,58 € | 8 278 673,96 € |



La dette est maîtrisée au vu des investissements déjà réalisés et en cours de réalisation, notamment le financement du pôle culturel qui a nécessité la souscription de 2 emprunts pour un montant cumulé de 4 800 000 €.

3) Les soldes intermédiaires de gestion

Ces indicateurs permettent d'analyser le niveau de richesse d'une collectivité.

| | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Capacité d'autofinancement (CAF) brute ou Epargne brute = Produits réels de fonctionnement - Charges réelles de fonctionnement (1) | 1 606 497,38 | 1 488 333,00 | 1 417 469,92 | 1 693 899,42 | 1 693 527,87 | 1 103 439,27 | 1 461 722,67 |
| Remboursement de la dette en Capital chap 16 (2) | 347 327,00 | 336 987,00 | 341 923,88 | 347 483,58 | 473 268,58 | 481 475,10 | 494 627,43 |
| CAF nette ou Epargne nette (3) = 1 - 2 | 1 259 170,38 | 1 151 346,00 | 1 075 546,04 | 1 346 415,84 | 1 220 259,29 | 621 964,17 | 967 095,24 |
| Ratio d'endettement = encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement | 31% | 30% | 27% | 44% | 39% | 46% | 37% |
| Encours de la dette au 31 12 N | 5 241 428 | 4 908 163 | 4 569 377 | 7 023 798 | 6 550 530 | 8 069 055 | 7 050 071 |
| Encours de la dette / habitant | 159 | 149 | 138 | 213 | 199 | 246 | 215 |
| Capacité de désendettement = encours de la dette/CAF brute | 3,26 | 3,30 | 3,22 | 4,15 | 3,87 | 7,31 | 4,82 |

En dessous de 8 ans ce ratio est jugé bon

L'épargne brute (ou capacité d'autofinancement brute) correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette).

La préservation d'un niveau « satisfaisant » d'épargne brute doit donc être le fondement de toute analyse financière prospective, car il s'agit à la fois d'une contrainte de santé financière (la collectivité doit dégager chaque année des ressources suffisantes pour couvrir ses dépenses courantes et rembourser sa dette) et légale (l'épargne brute ne doit pas être négative). Elle conditionne la capacité d'investissement de la collectivité.

L'épargne nette (ou CAF nette) correspond à l'épargne brute déduction faite du remboursement en capital de la dette. Cet indicateur est essentiel car il correspond à l'autofinancement disponible pour le financement des investissements futurs.

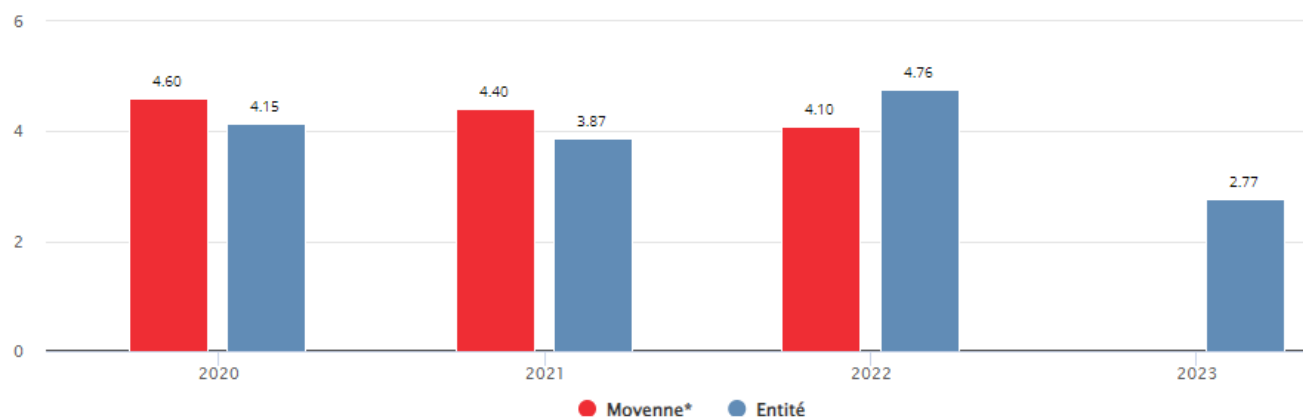
La capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) : Ce ratio est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles.

Ce ratio doit être comparé à la durée moyenne de vie des emprunts. Ainsi, si le ratio de désendettement est de 15 ans, alors que la durée moyenne de vie des emprunts est de 13 ans, ceci signifie que la collectivité a les moyens pour rembourser sa dette en 15 ans, mais que celle-ci devra être remboursée en 13 ans. Dans cet exemple, la collectivité doit donc améliorer son épargne brute afin d'atteindre un ratio au moins identique à la durée de vie moyenne de la dette.

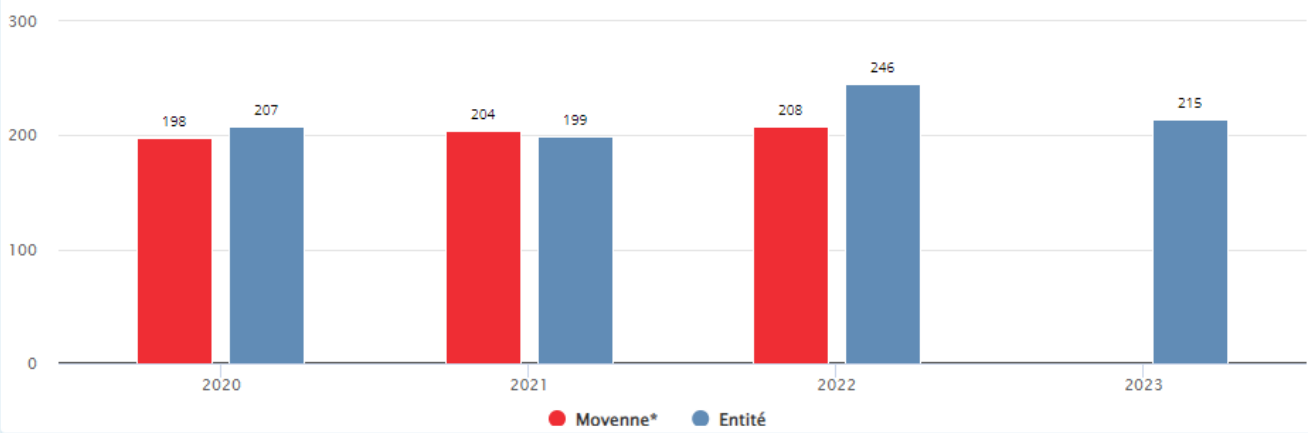
Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement inférieur à 8 est bon, de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

Ratio de désendettement

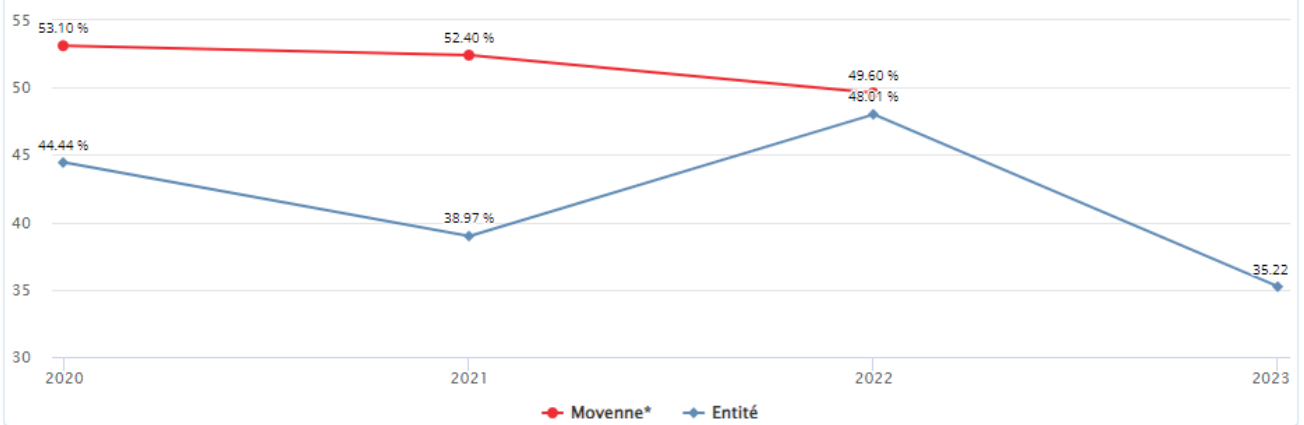
Dettes en fin d'année / épargne brute (en années)



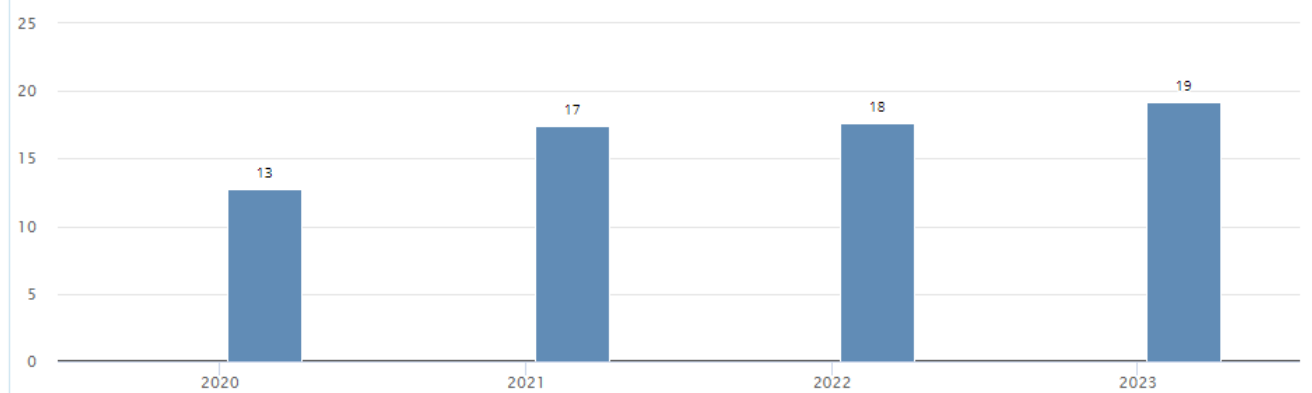
Encours de dette en euros / habitant



Encours de dette / Recette de fonctionnement (%)



Annuité en euros / habitant

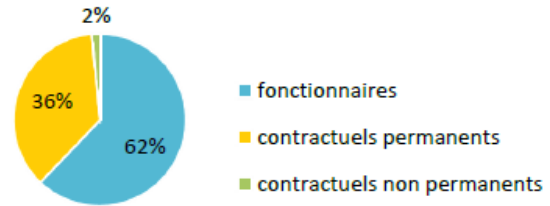


III. Les Ressources Humaines de la Communauté de communes

Effectifs

➔ 132 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2022

- > 82 fonctionnaires
- > 48 contractuels permanents
- > 2 contractuels non permanents



➔ 2 contractuels permanents en CDI

➔ Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

➔ Précisions emplois non permanents

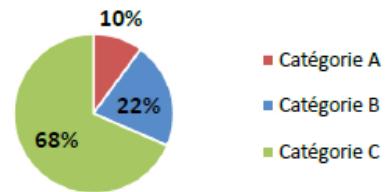
- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 2 contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2022 : un agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

— Caractéristiques des agents permanents

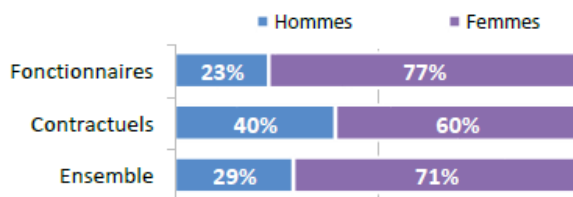
➔ Répartition par filière et par statut

| Filière | Titulaire | Contractuel | Tous |
|----------------|-------------|-------------|-------------|
| Administrative | 30% | 25% | 28% |
| Technique | 37% | 35% | 36% |
| Culturelle | 6% | 6% | 6% |
| Sportive | 4% | 4% | 4% |
| Médico-sociale | 13% | 2% | 9% |
| Police | | | |
| Incendie | | | |
| Animation | 10% | 27% | 16% |
| Total | 100% | 100% | 100% |

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut

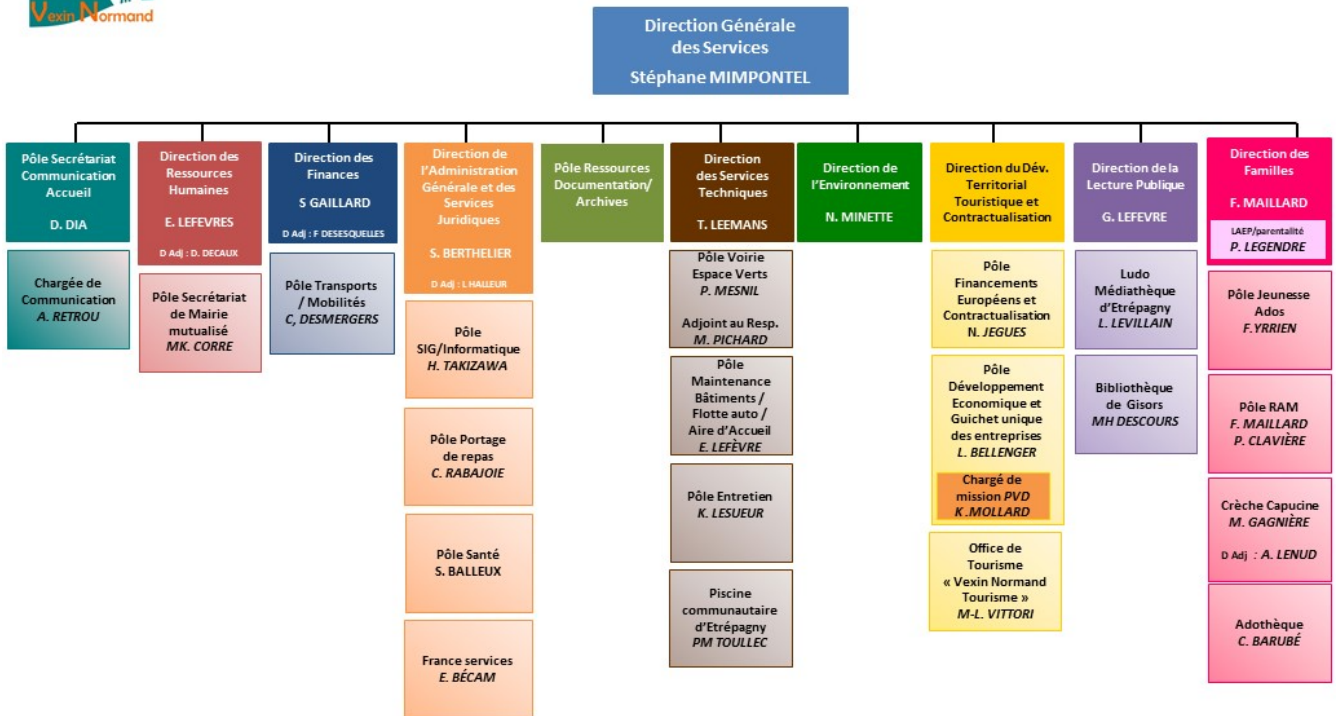


➔ Les principaux cadres d'emplois

| Cadres d'emplois | % d'agents |
|-----------------------------|------------|
| Adjoints techniques | 33% |
| Adjoints administratifs | 16% |
| Adjoints d'animation | 15% |
| Rédacteurs | 8% |
| Auxiliaires de puériculture | 5% |



ORGANIGRAMME DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VEXIN NORMAND



Part des f et des h en situation de direction +, de direction et resp de service

| Intitulé métier | Femme | Homme | Total général |
|---|-------|-------|---------------|
| DGS | | 1 | 1 |
| Responsable du Pôle secrétariat communication | 1 | | 1 |
| DRH | 1 | | 1 |
| Directeur de l'administration générale | | 1 | 1 |
| Directrice des finances | 1 | | 1 |
| Directrice de la lecture publique | 1 | | 1 |
| Directrice de l'environnement | 1 | | 1 |
| Directrice de l'office de tourisme | 1 | | 1 |
| Directrice des services techniques | 1 | | 1 |
| Directrice de la bibilothèque | 1 | | 1 |
| Directrice de la ludo-médiathèque | 1 | | 1 |
| Directrice des familles | 1 | | 1 |
| Directrice du développement territorial | 1 | | 1 |
| Directrice de la Crèche | 1 | | 1 |
| Directeur de la piscine | | 1 | 1 |
| Responsable du programme leader | 1 | | 1 |
| Responsable du développement économique | 1 | | 1 |
| Responsable des bâtiments | | 1 | 1 |
| Responsable de la voirie | | 1 | 1 |
| Responsable du portage de repas | 1 | | 1 |
| Responsable de l'entretien | 1 | | 1 |
| Coordinateur | 1 | | 1 |
| Responsable ACM | 3 | | 3 |
| Responsable France Services | 1 | | 1 |
| Responsable du Pôle transport | 1 | | 1 |
| | 22 | 5 | 27 |

81%

19%

Nombre de journées de formation Pour les f et h

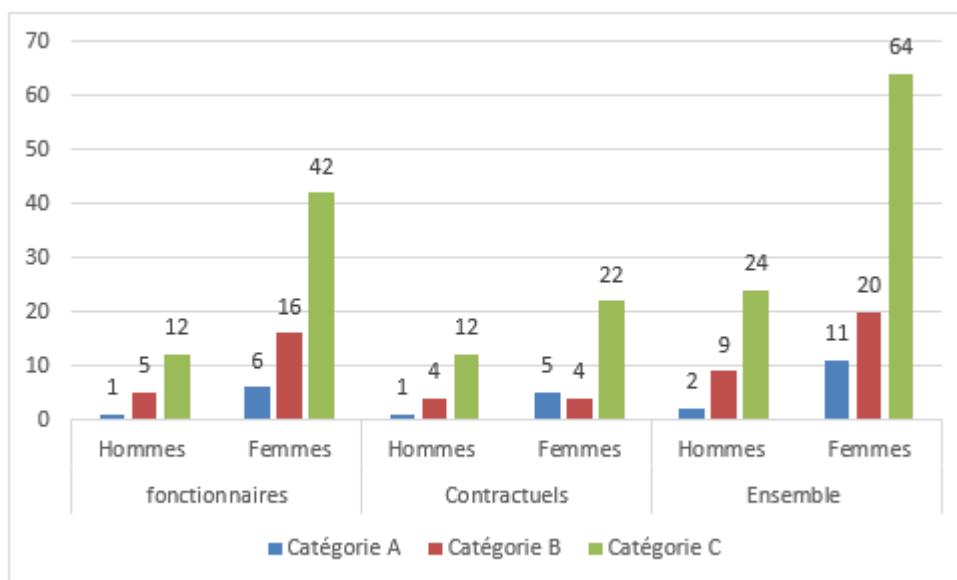
| HOMMES | FEMMES | TOTAL |
|--------|--------|-------|
| 9 | 63 | 72 |

| | |
|--------|--------|
| 12.5 % | 87.5 % |
|--------|--------|

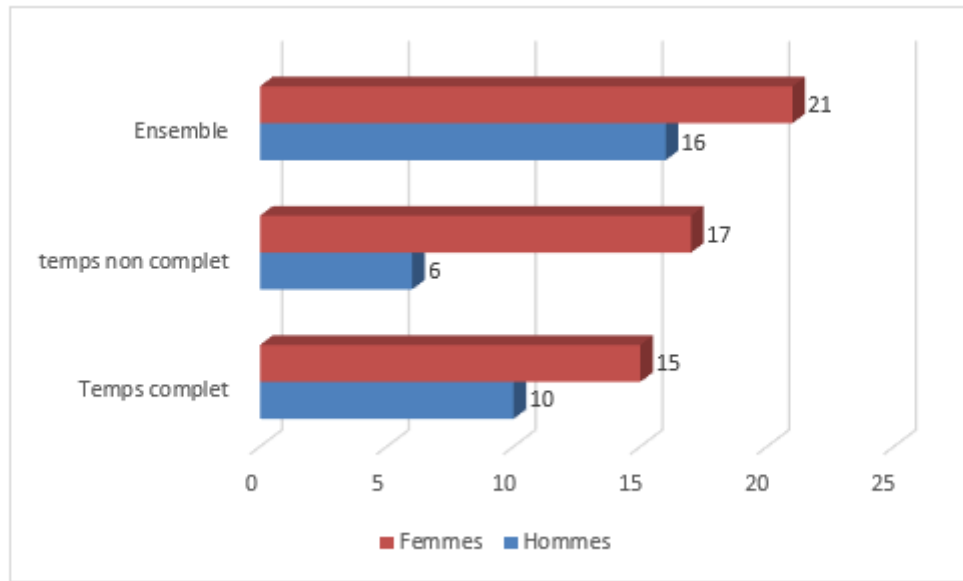
Répartition f et h des avancements d'échelon, avancements de grade, promotion interne

| Nombre de fonctionnaires ayant connu au cours de l'année un : | Hommes | Femmes | TOTAL |
|---|--------|--------|-------|
| Avancement d'échelon | 12 | 43 | 55 |
| Avancement de grade | 1 | 6 | 7 |
| Promotion interne (sans examen) | 2 | 1 | 3 |
| Mise en stage après contrat | 5 | 0 | 5 |

Répartition f et h par catégorie sur emplois permanents

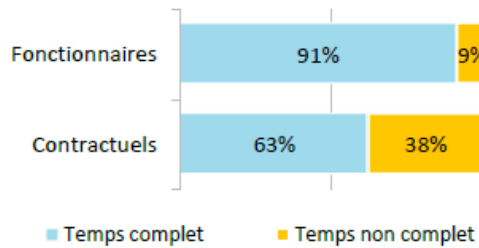


Répartition f et h par catégorie sur emplois permanents

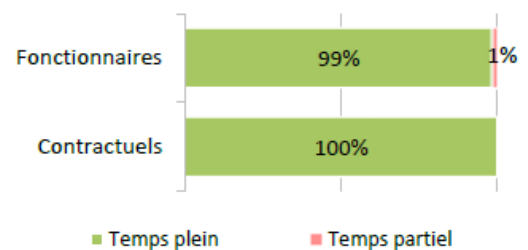


Répartition f et h du temps de travail

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

| Filière | Fonctionnaires | Contractuels |
|----------------|----------------|--------------|
| Animation | 25% | 85% |
| Technique | 13% | 29% |
| Administrative | 4% | 17% |

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

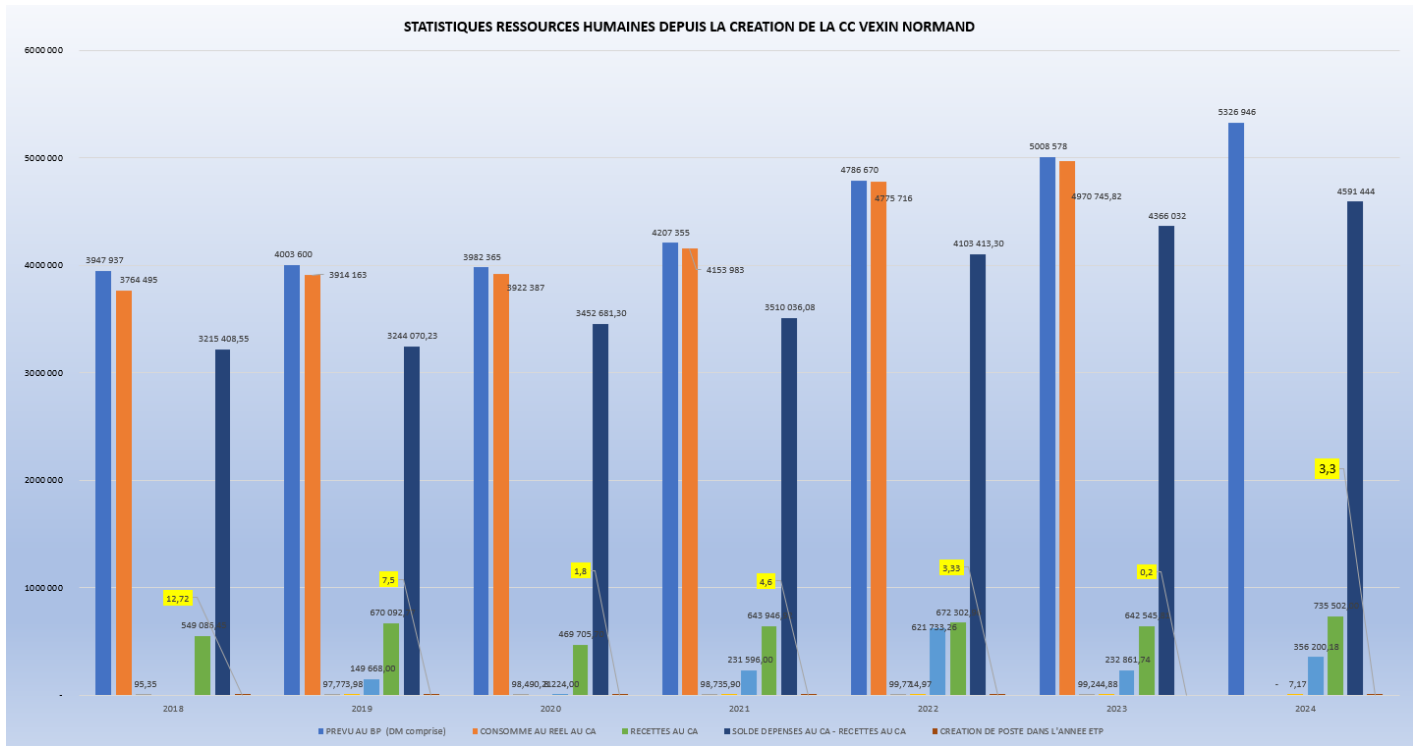
0% des hommes à temps partiel
 1% des femmes à temps partiel

Evolution masse salariale depuis 2018

| ANNEE | PREVU AU BP (DM comprise) | CONSOMME AU REEL AU CA | % DE REALISATION | VARIATION % CA N-1 N | VARIATION NETTE CA N-1 ET N | RECETTES AU CA | SOLDE DEPENSES AU CA - RECETTES AU CA | CREATION DE POSTE DANS L'ANNEE |
|-------|---------------------------|------------------------|------------------|----------------------|-----------------------------|----------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| 2024 | 5 326 946 | | - | 7,17 | 356 200,18 | 735 502,00 | 4 591 444 | 3,3 ETP |

* Impact lié à la revalorisation du point d'indice de 1,5% au 01/07/2023 : 60 000 € sur 2024
 * Impact lié à l'ajout de 5 points aux titulaires : 40 000 € et aux contractuels : 20 000 € : 60 000 €
 * Impact lié à l'augmentation du smic au 01/01/2024 : 11 000 € ;
 * Impact lié aux avancements d'échelon et promo interne : 50 000 €

- * Recrutement d'un chargé de marketing territorial : 27 000 €
- * Recrutement d'un accroissement périodique pour le Spanc pour les contrôles de spanc à finaliser // impact 0 € sur le BP 2024 CDC : 35 000 €
- * 1 agent du RPE transféré de la Ville de Gisors, charges déduites des AC de la Ville de Gisors : 41 000 €
- * + 0,3 ETP pour le portage de repas : 10 000 €
- * Impact lié au mini séjour : 21 610 €



Le ratio Dépenses de personnel/ Dépenses réelles de fonctionnement est pour l'année 2023 à **23.20 % contre une moyenne de 40.60 % à l'échelle nationale pour la même strate démographique et de régime fiscal.**

Il est à souligner par ailleurs les très fortes recettes liées directement ou indirectement aux frais de personnel de la Communauté de communes du Vexin Normand (642 545.81 €) s'expliquant notamment par la prise de compétences générant des recettes de fonctionnement, à savoir :

- **La santé avec des recettes de l'ARS et de la Région pour 80 % pour les dépenses de la chargée de mission ;**
- **Le programme Leader financé lui aussi à 80 % pour ses frais de personnel ;**
- **Le remboursement pour près de 146 000_€ par an des secrétaires de mairie mutualisées ;**
- **Les remboursements d'assurance statutaire/cpam pour les agents en arrêt maladie ;**
- **Les frais de personnel du Budget annexe Spanc (M 49) remboursés au budget général M 14 pour environ 137 000 € par an pour les 2.5 ETP ;**
- **Le remboursement de l'agent Droit des sols par les communes conventionnées avec la Communauté de communes (40 868.87 €) ;**

En tenant compte de ces recettes, le ratio 2023 (dépenses de personnel – recettes RH générées) / dépenses réelles de fonctionnement tombe à **20.20 %, soit près de 19 points de moins que la moyenne nationale.**

Avantages de la collectivité

PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES AVANTAGES



AVANTAGES FINANCIERS LIÉS À LA SANTÉ

7 €

Participation employeur prévoyance quelle que soit la garantie choisie



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

4 775 416.26 €

Chapitre 012 - Charges de personnel et frais assimilés



AVANTAGES SOCIAUX



28 903 €

Adhésion au Comité National d'Action Sociale



23 028 €

Total des prestations versées directement aux agents



365 €

Total des avantages indirects des agents via le Cnas (Cesu, Ancv, Prêt...)

| Prestations | Nb utilisateurs | Nb prestations | Montant versé prestations | Montant des avantages | Montant Urssaf | Montant indirect | Montant total |
|--|-----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|----------------|------------------|-----------------|
| Aides non soumises à condition de ressources | 54 | 105 | 8,94 € | 0 € | 437 € | 71 € | 9,45 € |
| Aides soumises à condition de ressources | 37 | 74 | 8,58 € | 0 € | 852 € | 22 € | 9,46 € |
| Avantages | 3 | 4 | 0 € | 74 € | 0 € | 30 € | 104 € |
| Billetterie | 37 | 114 | 1,72 € | 1,64 € | 0 € | 49 € | 3,40 € |
| CESU | 2 | 2 | 112 € | 0 € | 0 € | 5 € | 116 € |
| Chèques culture - lire | 11 | 14 | 274 € | 0 € | 0 € | 64 € | 338 € |
| Écoute Sociale | 0 | 0 | 8 € | 0 € | 0 € | 0 € | 8 € |
| PECV | 11 | 10 | 1,01 € | 0 € | 0 € | 125 € | 1,14 € |
| Prêts sous-traités | | 1 | 288 € | 0 € | 0 € | 0 € | 288 € |
| Renseignement juridique | | 0 | 22 € | 0 € | 0 € | 0 € | 22 € |
| Séjours voyages | 11 | 18 | 2,070 € | 3,026 € | 0 € | 0 € | 5,096 € |
| Total | 74 | 342 | 23,028 € | 4,736 € | 1,289 € | 365 € | 29,417 € |

- **Organisation d'évènements à l'attention du personnel et de leurs enfants (Pâques des enfants du personnel + Noël des enfants et du personnel communautaire)**

Temps de travail des agents communautaires

| |
|--|
| 3 cycles de travail |
| 38 H 30 |
| 36 H 00 |
| Agents annualisés base 1607 h <i>(principalement à la Direction des Familles : adothèque, Responsable ACM, emplois aidés...)</i> |

- **Les mutualisations mises en place**

ADMINISTRATION GÉNÉRALE LA MUTUALISATION

| 9 MUTUALISATIONS DE PERSONNEL PAR POLYVALENCE DE COMPÉTENCES (+ 2 PAR RAPPORT À N-1) | 7 MUTUALISATIONS DE PERSONNEL ENTRE COLLECTIVITÉS PAR MISE À DISPOSITION (+ 1 PAR RAPPORT À N-1) |
|---|--|
| <p>1 agent partagé entre la Direction Finances et le Pôle Transports</p> <p>1 agent administratif partagé entre la Direction des Finances et la Direction des services Techniques</p> <p>2 agents partagés entre les Pôles Portage de repas et Entretien (fin en 2022 de ce système)</p> <p>1 agent opérationnel partagé au sein de la Direction des Services Techniques entre le Pôle Maintenance et le Pôle Espaces Verts</p> <p>1 agent administratif (catégorie B) partagé entre la Direction des Services Techniques et la Direction de l'Environnement</p> <p>1 agent administratif partagé entre le Pôle Secrétariat (20% navette interservices) et le Pôle LEADER (80%)</p> | <p>1 Pôle LEADER mutualisé entre 3 Collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communauté de communes du Vexin Normand (40%) - Seine Normandie Agglomération (34%) - Communauté de communes Lyons Andelle (26%) <p>1 agent cadre A partagé au sein de la Direction des Familles entre le poste de CTG et coordination du LAEP (Nouveauté 2021)</p> <p>CONTRACTUALISATION/INGÉNIEUR (juillet 2021) : Création d'un poste de chargé de mission Contractualisation pour aider et appuyer les communes/ Sivos dans les contrats (CRTE, Contrat de territoire...). Dispositif à hauteur de 20 % en complément du travail au sein du pôle LEADER (Nouveauté 2021)</p> <p>TRANSPORTS SCOLAIRES : Accompagnatrices de car mises à disposition de la Communauté de communes pour le SIVOS de Mainneville, Saint-Denis-le-Ferment et Bézu-Saint-Éloi + Toutes les communes/SIVOS ex CDC du canton d'Étrépagny sauf les Thilliers-en-Vexin (dénoncé)</p> <p>ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS : Mise à disposition de personnels communaux à la Communauté de communes pendant les vacances (1 directeur de Bazincourt-sur-Epte, 1 employé de Bézu-Saint-Éloi, 1 agent de Vesly, et du personnel communal d'animation et d'entretien + agents du SIVOS Longchamps/Morgny)</p> <p>VOIE VERTE : 6 agents de la Communautés de communes mis à disposition pour environ 5 % de leur temps de travail au Syndicat de la Voie Verte</p> |
| <p>9 MUTUALISATIONS DE COMMANDES PUBLIQUES PAR GROUPEMENTS DE COMMANDES « INTER COLLECTIVITÉS » (+ 1 PAR RAPPORT À N-1)</p> <p>VOIRIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marché de Maîtrise d'œuvre avec la commune de Vexin-sur-Epte attribué à la Sté VERDIE PICARDIE - Marché de Travaux avec la commune de Vexin-sur-Epte (attribué début 2020 à la Société COLAS IDF) - Marchés de panneaux de signalétique avec les communes membres signataires <p>INFORMATIQUE : Marché relatif à des prestations informatiques (2 lots) en multi attributaire</p> <p>PETITE ENFANCE : Marché de couches/hygiène/lait infantile passé avec la Ville de Gisors</p> <p>ADMINISTRATION GÉNÉRALE : Marché de vêtements de travail passé avec la Ville de Gisors</p> <p>ENVIRONNEMENT : Groupement de commandes sur l'entretien et les contrôles des bornes incendie avec Veolia</p> <p>SANTÉ : Groupement de commandes pour les achats et la maintenance des défibrillateurs</p> <p>COMMUNICATION : Groupement de commande pour le marché d'impression des journaux (avec 1 commune Château-sur-Epte) (Nouveauté 2021)</p> | <p>5 MUTUALISATIONS TECHNIQUES ET DE SERVICES ENTRE COLLECTIVITÉS (+ 3 PAR RAPPORT À N-1)</p> <p>INSTRUCTION DU DROIT DES SOLS : Mise en place d'un service instruction du droit des sols en commun avec la ville de Gisors</p> <p>LOCATIONS DE MATÉRIELS ET DE LOCAUX AUX COMMUNES MEMBRES VOIRE ASSOCIATIONS DU TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE : Écran, vidéoprojecteurs, barnum, barrières, salles de formations)</p> <p>JURIDIQUE (RGPD) : Mise en place d'un DPO mutualisé au libre choix des communes via l'Adico par la Communauté de communes du Vexin Normand (Nouveauté 2020/2021)</p> <p>LOGISTIQUE : La Communauté de communes assure la récupération pour le compte des communes membres des produits et équipements sanitaires pour les élections / pour la pandémie (Nouveauté 2021)</p> <p>FINANCES - RESSOURCES HUMAINES - JURIDIQUE : Formations de secrétaires de mairie mutualisées. Mise en place 3 fois en 2021</p> |
| <p>ÉCONOMIES RÉALISÉES :</p> <p>Sur le marché de travaux de voirie, 20 % environ d'économies réalisées sur le coût soit 100 000 € par an pouvant représenter plusieurs chantiers de voirie en sus faits</p> | |

- **La parité Hommes/Femmes (article 61 de la Loi du 4 août 1964)**

Au niveau du Comité de Direction

2 Hommes sur 10 sont Directeurs (DGS et Directeur de l'Administration et Services Juridiques) **soit 20 %**
8 Femmes sur 10 sont Directrices **soit 80 %**

Au niveau du Bureau notamment :

38.46 % de femmes (soit 5 Vice-Présidentes)
61.53 % d'hommes (soit le Président et 7 Vice-Présidents)

- **Perspectives quantitatives et qualitatives pour l'année 2024**

L'année 2024 sera une année stable en ce qui concerne les effectifs de la Communauté de communes du Vexin Normand (+3.3 ETP).

Les autres mouvements de personnel éventuels pourraient donc être liés exclusivement à des remplacements d'agents pour cause de mutations/départs à la retraite, sachant que chaque départ fait l'objet d'une réunion préalable afin d'analyser si le remplacement est nécessaire et utile.

Au-delà de ces éléments, quelques éléments vont venir toutefois marquer l'évolution du chapitre 012 par rapport à 2023 avec notamment :

- **L'impact des avancements de grade ;**
- **L'impact des avancements d'échelons ;**
- **L'impact des promotion interne et des réussites à des concours ;**
- **L'augmentation des cotisations potentielles ;**
- **L'évolution du taux horaire Smic au 01/01/2024** (*Depuis le 1er janvier 2024, le montant du Smic est passé à 1 766,92€ bruts par mois, soit 1 398.69 € nets pour 35 heures hebdomadaires (Smic horaire brut à 11,65 €).*)
- **L'impact en année pleine lié à la revalorisation du point d'indice de 1.5% au 01/07/2023 ;**
- **L'impact lié à l'ajout des 5 points d'indice aux contractuels et titulaires ;**
- **Le recrutement d'un chargé de marketing territorial ;**
- **+ 0.3 ETP pour le portage de repas ;**
- **L'impact lié aux mini-séjours avec leur reprise ;**
- **Le Recrutement d'un référent SPANC.**

4 Les projets 2024

En matière de compétences, l'année 2024 sera marquée par la continuité des actions déjà engagées en 2023.

✓ Développement économique :

- Poursuite de la commercialisation des terrains de l'extension de la ZAC communautaire de la Porte Rouge à Etrépnay ;
- Fin de la convention de portage foncier avec EAD pour la ZAC du Mont de magny à Gisors et bilan financier de l'opération ;
- ZAC du Mont de Magny : Finalisation des travaux de découpage de la dernière parcelle de 23 000 m² et premières ventes ;
- Soirée Business communautaire avec renouvellement des conventions de sponsoring ;
- Mise en place d'évènements avec nos partenaires sur le thème de l'emploi ;
- Vente des biens immobiliers préemptés via l'EPFN à Dangu et Bézu St Eloi.

✓ Tourisme :

- Poursuite de la politique d'attractivité du territoire communautaire avec les packages touristiques existants (dont celui nommé Escapade naturelle et authentique en Vexin Normand en tente) mais aussi avec les conventions de commercialisation de groupes et d'individuels avec les offices de tourisme limitrophes et Eure Tourisme ;
- Création d'animations touristiques communautaires sur le territoire par l'intermédiaire de prestataires ;
- Aménagement de boucles touristiques.

✓ Leader :

- Lancement de la nouvelle programmation 2023/2027 avec une enveloppe plus importante et un périmètre élargi (130 communes au lieu de 108), et finalisation de la programmation 2017/2022 (derniers paiements possibles au 31/12/2025) ;

✓ Aménagement de l'espace/Numérique :

- Aire de camping-car : poursuite de la valorisation pour sa 3^{ème} année d'existence avec proposition de hausse des tarifs de 10€ à 11€ ;

✓ Lecture Publique

- Poursuite des travaux du Pôle culturel communautaire à Gisors avec début des travaux de gros œuvre ;
- Animations toujours aussi nombreuses en lien avec la lecture publique et le déploiement de l'identité du réseau « Nos Ruches ».

✓ Portage de repas

- Hausse des tarifs de 3% ;
- Poursuite du marché pour la fabrication et la livraison des repas avec la société SAGERE pour près de 35 000 repas livrés.
- + 0,3 ETP pour faire face à la hausse du nombre de livraisons.

✓ Familles

- Poursuite des actions et des services à destination des usagers : ACM, Multi Accueil, Adotek, séjours été, Relais Petite enfance, LAEP (hausse des tarifs de +3%) ;
- Transfert du RPE de Gisors au sein de la Communauté de communes ;
- Reprise des séjours été avec une hausse des tarifs.

✓ Environnement

- Finalisation de la démarche du PCAET (plans-actions-objectifs-recommandations-pilote) ;
- Poursuite des contrôles SPANC avec recrutement d'un agent en renfort pour rattraper le retard de traitement ;
- Mise en place de la Taxe Gemapi pour perception dès 2024 ;
- Etude en collaboration avec le Département sur les filières courtes en alimentation ;
- Etude sur la mise en place d'un plan alimentaire territorial.

✓ Habitat

- O.P.A.H (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) : dernière année de convention avec les objectifs prioritaires :
 - *Lutte contre l'habitat indigne*
 - *Rénovation énergétique*
 - *Adaptation des logements pour le maintien à domicile des personnes âgées, malades ou à mobilité réduite ;*
- Poursuite de la politique d'aide et d'incitation aux économies d'énergie et à l'amélioration du confort dans l'habitat ainsi que le maintien des permanences pour permettre aux particuliers de recevoir les aides qui leur reviennent ;
- Mise en place du 2^{ème} forum Habitat communautaire en 2024 afin de faire connaître aux habitants les gestes simples et efficaces pour lutter contre l'inflation de l'énergie.

✓ Espaces France Services

- Poursuite des actions sur les 2 Espaces France Services Gisors et Etrépagny ;
- Poursuite des ateliers numériques dans les communes ;
- Financement complémentaire de +10 000 € par France Services.

✓ Santé

- 5^{ème} année du Contrat Local de Santé signé pour la période 2020-2025 ;
- Poursuite des ateliers thématiques et des animations dans les communes avec des ateliers estivaux et hivernaux ;

- Etude et finalisation espérée du Plan Alimentaire Territorial ;
- Développement de la communication pour attirer de nouveaux professionnels de santé afin d'occuper les locaux vacants à ce jour ;
- Bench marking auprès de groupes de santé afin de faire venir des maisons de santé privées sur le territoire du Vexin Normand ;
- Poursuite du déploiement de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (mise en réseau, accompagnement des nouveaux arrivants...);
- Mise en place en partenariat avec le Département, l'Hôpital de la Musse, l'ARS et la Communauté de communes d'un dispositif mobile de maison de santé rattaché à des lieux fixes ou, à défaut déploiement du medicobus itinérant ;

✓ **Sports et loisirs** :

- Cotisation (626 000 €) au Syndicat mixte du Centre aquatique du Vexin prenant en compte les travaux d'amélioration engagés par le délégataire en 2021 avec la reconfiguration des vestiaires collectifs, bassin nordique, réhabilitation de la zone bien-être, pentaglass et aquasplash ;
- Contribution budgétaire versée au syndicat de la Voie Verte inchangé pour 28 800 € ;
- Poursuite des travaux d'amélioration sur les 2 gymnases communautaires et la piscine communautaire d'Etrépany gérée en régie avec une augmentation des tarifs en la matière ;

✓ **Transports/Mobilités** :

- Poursuite du développement de la mobilité sur le territoire ;
- Poursuite de la prime vélo à assistance électrique ;
- Amplification des démarches pour promouvoir le covoiturage ;
- Poursuite du contrat de location de véhicule en autopartage avec la société Crew Pop ;
- Réflexion et étude sur un éventuel service de transport dans le cadre de financements européens ;
 - Impact budgétaire pour la Communauté de communes dès septembre 2023 de l'arrêt par la Région de la prise en charge à hauteur de 50 % des frais de transports du midi ce qui sera pris en charge à 100 % par la Communauté de communes ;
 - Aide au déploiement de l'association autosage sur notre territoire permettant l'aide à la mobilité.

✓ **Voirie** :

- Travaux de voirie (comprenant les urgences, les HAP, les révisions de prix et le déficit de l'opération des ponts d'Inval) dans le cadre du marché de travaux avec Colas et d'un maître d'œuvre (Verdi) en groupement de commandes avec la commune de Vexin sur Epte ;
- Réouverture du pont d'Inval suite aux travaux de réfection.

✓ **Urbanisme** :

- Poursuite de la mutualisation avec le service en commun mutualisé avec la Ville de Gisors.

✓ **Marketing territorial / Communication** :

- Poursuite des actions communautaires via notamment Facebook, l'application MyCCVN, le site internet et les diverses animations et événements mis en place (soirée, émission radio, festival, ...) afin de valoriser les actions portées par la Collectivité et toujours mieux toucher les publics cibles ;
- Poursuite des nombreux guides, flyers, affiches permettant de valoriser les événements phares et services offerts aux publics ;
- Lancement de la marque de territoire en mai/juin 2024 ;
- 5^{ème} @ espéré en 2024 ;

- Subvention pour 5 000 € TTC du Festival du Vexin Normand sans concert spécifique cette année.

Il est utile de rappeler qu'au-delà de cette présentation, la Communauté de communes du Vexin Normand est par ailleurs force de propositions et acteur majeur dans toutes les démarches de mutualisation (de personnel ou de commande publique ou technique).

Ainsi, voirie, assainissement non Collectif, SIG, instruction du droit des sols, mutualisation des secrétaires de mairie sont autant d'éléments mis en place par ses soins soit pour notre compte soit pour le compte des communes dans une logique de service plus efficace et à moindre coût.

Ces orientations budgétaires seront détaillées dans le Budget Primitif 2024 qui sera présenté lors du conseil communautaire de mars prochain.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, par 52 votants, décide :

- De prendre acte du débat qui s'est tenu sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2024 ;
- De préciser que le rapport d'orientation budgétaire ci-dessus présenté, fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Communauté de communes et d'une diffusion aux communes membres.

Certifié exécutoire compte tenu de la publication et de la télétransmission en Préfecture
Le



Alexandre RASSAERT



Pour extrait conforme au registre des délibérations
Le Président,



Alexandre RASSAERT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes du Vexin Normand, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr